

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

## Cahier des clauses administratives particulières

N°SGCD67-SAIA-26-001

**Fourniture et pose de stores intérieurs dans les bureaux de la cité  
administrative de Strasbourg**

**Marché à procédure adaptée**  
*Établi en application du Code de la Commande Publique*

**Maître d'ouvrage :**  
**Préfecture du Bas-Rhin**  
5 place de la République – 67000 Strasbourg

**Conducteur d'opération :**  
Secrétariat Général Commun Départemental  
Service des affaires immobilières et de l'accueil

# **1 - Dispositions générales du contrat**

## **1.1. Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières concernent :

### **Fourniture et pose de stores intérieurs dans les bureaux de la cité administrative de Strasbourg**

Le présent marché a pour objet :

- Audit et préconisations des stores intérieurs en concertation avec le maître d'ouvrage ;
- Fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages du marché ;
- Réalisation de l'ensemble des échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (nacelles élévatrices) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Réalisation de l'ensemble de percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées au CCTP ;
- Fixation par tous moyens de tous les ouvrages du marché ;
- Enlèvement de tous les gravois des travaux objet du marché et nettoyages après travaux ;
- Mettre en œuvre la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. des ouvrages objet du marché en fin de travaux et après réception ;
- Remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- Maintenance annuelle des stores.

Le périmètre technique des prestations demandées est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **Éléments de contexte :**

La cité administrative Gaujot de Strasbourg a bénéficié d'une rénovation financée dans le cadre du Plan cité, programme national de rénovation des cités administratives de France, dont l'objectif est l'amélioration énergétique de ces bâtiments publics. Dans ce cadre, les différents bâtiments font l'objet d'une rénovation dans le cadre d'un Marché global de performance.

La cité administrative est constituée de 13 bâtiments. Les bâtiments A, B, D, F Ouest, et G constituent les bâtiments du périmètre Administration Territoriale de l'État (ATE) dont le Secrétariat Général Commun départemental (SGCD) a la gestion.

En août 2025, une consultation pour la fourniture et pose de stores intérieurs dans les bureaux des bâtiments B et F Ouest avait été lancée.

Suite à l'évolution du périmètre des besoins, notamment suite à l'avancée des travaux en cours, qui doit désormais inclure les bâtiments A, D et G, ladite consultation a été déclarée sans suite, conformément au Code de la commande publique par décision du représentant du pouvoir adjudicateur du 2 février 2026.

Une nouvelle procédure est donc relancée en prenant en compte le besoin global de fourniture et pose de stores intérieurs.

### **Lieu d'exécution :**

#### **Cité administrative Gaujot**

Bâtiments A, B, D et F Ouest, G

## 1.2. Type de contrat

Le présent marché est un marché à prix forfaitaires.

Le présent marché fait l'objet d'un découpage en tranches :

- Tranche ferme : DDETS + CHORUS (**Bâtiment B**) + SIDSIC (**Bâtiment G**)
- Tranche conditionnelle 1 : DDPP (**Bâtiment A**)
- Tranche conditionnelle 2 : DDT côté cour intérieure (**Bâtiment D**) + CERT + PFRH (**Bâtiment F-Ouest**)
- Tranche conditionnelle 3 : DDT rue du Maréchal Juin (**Bâtiment D**).

## 1.3. Réalisation de prestations similaires

En application des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché public.

A cet effet, un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable sera conclu. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés publics pourront être conclus ne peut dépasser 2 an à compter de la notification du présent marché public.

## 1.4. Conditions d'exécution à caractère social et environnemental

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties du marché.

Le titulaire intègre dans son exécution les spécifications en matière environnementale du CCTP.

## 2 – Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérée par avenant ;
2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
4. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;

5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
6. L'offre financière du titulaire (DPGF).

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du contrat.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties.

Le titulaire du marché ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les prestations.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

### **3 – Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Conformément à cet article, le titulaire et son personnel ainsi que ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale, à des tiers, de faits, informations, études et décisions dont ils pourraient avoir connaissance en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Les supports (fichiers ou documents) transmis ou mis à disposition du prestataire dans le cadre de la prestation sont confidentiels. Ils ne peuvent en aucun cas ni être utilisés pour un autre usage que celui de la réalisation des prestations ni transmis à des tiers et devront être restitués à l'administration à sa demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à consulter préalablement l'administration par écrit avant toute utilisation commerciale de la signature du contrat, et de tous les pièces et éléments d'information prévus au contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

### **4 – Protection des données à caractère personnel**

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-Travaux, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

En cas de méconnaissance de la réglementation, les pénalités prévues à l'article 14.2 du présent CCAP s'appliquent.

### **5 – Durée et délais d'exécution**

#### **5.1. Durée du contrat**

Le marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

Le contrat est conclu pour une période qui s'étend de sa notification, laquelle est prévue au mois d'avril 2026, jusqu'à la dernière levée des réserves, le cas échéant, des dernières tranches conditionnelles affermies.

## 5.2. Délais d'exécution

Pour la tranche ferme, le délai global d'exécution fixé au candidat est de 3 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Une période de préparation d'un mois et demi est comprise dans le délai d'exécution du présent marché.

La période de préparation comprend notamment l'audit et la préconisation avant toute commande de matériels.

En cas de retard d'exécution, des pénalités pour retard pourront être appliquées au titulaire, sans autre formalité, en application des stipulations de l'article 13.1 du présent CCAP.

## 5.3. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

## 5.4. Affermissement des tranches conditionnelles

### 5.4.1. Délais limites de notification :

Les tranches conditionnelles seront affermies par ordre de service.

Pour chacune des tranches conditionnelles, le pouvoir adjudicateur a limité le délai de notification à **5 mois à compter de la tranche ferme ou le cas échéant de la dernière tranche affermie.**

En cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement de toutes les autres tranches sont prolongés d'autant.

### 5.4.2. Délais d'exécution des tranches conditionnelles :

Pour chaque tranche conditionnelle, il est prévu **2 mois d'exécution à compter de la date fixée par l'ordre de service** prescrivant de commencer les travaux de la tranche considérée.

Les délais de préparation sont compris dans le délai d'exécution de la tranche considérée.

### 5.4.3. Hypothèse de recouvrement total de tranches :

En cas de recouvrement total de tranches dans le temps, les délais d'exécution propres à chacune de ces tranches sont remplacés par un délai global, pour les tranches concernées, égal à 1,5 % du total des délais d'exécution correspondants.

Le délai global, exprimé en jours, résultant de ce calcul est arrondi à l'unité supérieure, les mois étant comptés pour 30 jours.

#### **5.4.4. Hypothèse de chevauchement partiel de tranches :**

En cas de chevauchement partiel de tranches dans le temps, la décision d'affermissement, notifiées par ordre de service, propose le remplacement des délais propres à chaque tranche par le délai global calculé comme exprimé au point 5.4.3 du présent CCAP.

Le titulaire dispose alors d'un délai de 5 jours pour faire connaître son opposition à la proposition du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, les délais propres à chaque tranche sont alors automatiquement maintenus.

#### **5.4.5. Indemnité de dédit :**

En cas de non exécution d'une tranche optionnelle, aucune indemnité de dédit n'est prévue.

## **6 – Prix**

### **6.1. Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations objet du contrat seront réglées par application des prix globaux et forfaitaires.

Les prix du marché public sont hors TVA.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux visées à l'article 9.1 du CCAG-Travaux, ainsi que la présence du titulaire à la visite d'inspection commune.

En cas de co-traitance conjointe ou solidaire, les prix du marché public sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ses défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché public sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

### **6.2. Modalités de variation de prix**

Les prix sont fermes et actualisables.

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire dans offre initiale.

Ce mois est appelé "mois zéro" (M0).

La clause ci-dessus s'appliquera avec un mois M0 correspond au mois de signature du marché par le titulaire.

En revanche, en cas de négociation, le mois zéro M0 sera le mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire de son offre finale.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation est :

## **BT 01 : Tous corps d'état, publié sur le site de l'INSEE**

L'actualisation sera effectuée par application au prix initial du marché de la formule indiquée ci-dessous :

$$P(n) = P(o) [BT01 (n-3)/BT01 (o)]$$

dans laquelle :

- **P(n)** est le prix actualisé ;
- **P(o)** est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro ;
- **BT 01 (n-3)** est la valeur de l'index 3 mois avant la date de début d'exécution des travaux ;
- **BT01 (o)** est la valeur de l'index de référence correspondant au mois M(o).

La présente clause sera mise en œuvre si et seulement si une période supérieure à 3 mois s'écoule entre la date de fixation du prix par le titulaire et le début d'exécution des prestations.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de lettre et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire :

- l'indice de remplacement publié,
- ou, si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

En cas de passation d'un avenant, les prix établis par l'avenant le sont aux conditions économiques du mois Mo défini ci-dessus.

## **7 – Garanties financières**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

## **8 – Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A. conformément à l'article 10.1 du CCAG-Travaux.

Conformément à l'article R2191-6 du Code de la commande publique, l'avance n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

En application de l'article R2191-13 du Code de la commande publique, pour chaque tranche affermie, le titulaire à droit à une avance de 5 % dans les conditions prévues à l'article R2191-7 du même code.

Si le marché est passé en groupement d'opérateurs économiques, les dispositions de l'article 10.7 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Le remboursement de l'avance, conformément à l'article R2191-11 du Code de la commande publique, est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Le remboursement s'impute par précompte sur les sommes due au titulaire et débute, quant le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant de toutes taxes comprises de sa part du marché.

## **9 – Modalités de règlement des comptes**

### **9.1. Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

### **9.2. Présentation des demandes de paiement**

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Le numéro SIRET de la Préfecture du Bas-Rhin (**11000201100044**), le code service (**FAC0000067**), ainsi que le numéro d'engagement indiqué sur votre bon de commande sont nécessaires.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

### **9.3. Délai global de paiement**

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement seront fixés en application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

### **9.4. Paiement des cotraitants**

En cas de groupement solidaire, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement et formuler ou transmettre les réclamations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres du groupement, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au maître d'ouvrage, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres du groupement.

### **9.5. Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose de 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement de sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **10 – Conditions d'exécution particulières**

### **Obligations des parties :**

- **Obligations du titulaire :** le titulaire est tenu à une obligation générale de résultat pour exécuter toutes les prestations, objet du présent marché public, dans les conditions définies dans les différents documents contractuels.  
En outre, il est réputé :
  - avoir pris connaissance et avoir contrôlé toutes les indications de tous les plans utiles à la réalisation des travaux, des lieux, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
  - avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des travaux et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités.
- **Obligations du maître de l'ouvrage :** le maître d'ouvrage s'engage à autoriser au titulaire l'accès aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations.

### **Plan de prévention :**

Pour toute opération nécessitant la réalisation d'un plan de prévention, le titulaire doit participer à la visite d'inspection commune préalable à toute intervention. Seul un plan de prévention signé avant le démarrage des prestations par les deux parties est valide.

L'opération se déroule en milieu occupé. L'exigence de sécurité s'étend donc au-delà du périmètre du chantier. En conséquence :

- le titulaire doit être attentif à proposer des modes opératoires et des solutions limitant les risques et les nuisances pour les occupants du site, lors de la réunion de lancement ;
- l'ensemble des documents fournis par le titulaire, pour ne pas faire courir de risque aux occupants du site, il avertit le maître d'ouvrage en proposant des mesures immédiates visant à supprimer les risques et à l'application de pénalités le cas échéant ;
- le titulaire doit être irréprochable sur le port de protection individuels adaptés à la nature des travaux par ses personnels évoluant sur le chantier.

### **Fourniture de fluides :**

Le maître d'ouvrage fournit à titre gracieux l'électricité et l'eau.

### **Contraintes d'accès :**

Le titulaire pourrait stationner entre le bâtiment C et D le temps de la réalisation des travaux.

Pour accéder aux bâtiments, le titulaire aura besoin d'un badge d'accès. Pour cela, le titulaire devra se présenter au niveau du service de la cité administrative du SGCD.

## **11 – Réception**

Les dispositions du CCAG s'appliquent pleinement.

## **12 – Garantie de parfait achèvement**

Les dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Les conditions particulières de la garantie pour le titulaire sont décrites dans le CCTP.

## **13 – Clauses de réexamen et modifications financières imprévisibles**

### **13.1. Evolution des prestations**

Les prestations objet du marché sont susceptibles d'évoluer pendant la durée du contrat.

En effet, le nombre de bureau et de fenêtres définis dans l'« Annexe 1 – Recensement » sont susceptibles d'évoluer, **à la hausse ou à la baisse** notamment suite à la prestation d'audit et de préconisations, en cours du contrat.

Ainsi, dans l'hypothèse où l'audit met en exergue un nombre moindre de fenêtres concernées par la pose de stores ou de changement de type de stores, diminuant de ce fait le prix sur lequel le titulaire s'était initialement engagé, le pouvoir adjudicateur procède à la rédaction **d'un avenant négatif**.

Par ailleurs, des prestations non prévues initialement pourront être intégrées au marché, à la demande de l'administration.

Dans tous les cas et conformément aux dispositions de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, les modifications et évolutions apportées ne peuvent changer la nature globale du marché.

Le titulaire est toutefois tenu par les prix du marché. Ainsi, tout avenant financier à la hausse sera conclu sur la base du prix contractuel.

### **13.2. Clause de réexamen**

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, des modifications au contrat pourront être apportées en cours d'exécution.

En cas de circonstances exceptionnelles (guerre, épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure...), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- de suspendre et/ou annuler tout ou partie des prestations objet du marché ;
- de modifier les modalités d'exécution des prestations du marché ;
- d'intégrer au marché de nouveaux besoins liés à la crise sanitaire.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments ...) mais aussi dès lors que des mesures sont mises en œuvre par la préfecture du Bas-Rhin en vue de limiter voire de prévenir la propagation de la situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

Sauf dispositions réglementaires et législatives spécifiques, les stipulations suivantes s'appliquent : En cas d'annulation d'un bon de commande voire de la résiliation d'un marché subséquent ou de l'accord-cadre du fait de la situation exceptionnelle, le titulaire ne pourra prétendre qu'à la seule indemnisation des dépenses qu'il aura dû spécifiquement engager en vue de l'exécution des prestations annulées. Le cas échéant, le titulaire devra apporter la preuve de la dépense et en justifier le montant.

### 13.3. Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

À l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

La transmission de cette demande s'effectue par le titulaire au pouvoir adjudicateur par courrier électronique, au Service des affaires immobilières et de l'accueil (SAIA)

[sgc-immobilier@bas-rhin.gouv.fr](mailto:sgc-immobilier@bas-rhin.gouv.fr)

Le pouvoir adjudicateur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par le pouvoir adjudicateur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

Dans l'avenant conclu sur le fondement du présent article, le pouvoir adjudicateur sera libre de déterminer ou non, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire détermineraient le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excédait le montant des pertes, le titulaire serait alors redevable de la différence. Le montant correspondant serait alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **14 – Pénalités**

Il est à noter que les pénalités appliquées n'annulent pas la possibilité de recours devant les autorités de contrôles (sanitaire, patronal, autres organismes judiciaires, etc.).

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant total du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure. Elles sont précomptées sur les paiements à faire et sont cumulables.

Si sur la durée totale du marché, des pénalités de retard ont été appliquées au moins 3 fois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

### **14.1. Pénalités pour retard**

Conformément à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché, d'une tranche ou d'un bon de commande pour lequel un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité journalière de 1/3 000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 euros pour l'ensemble du marché.

### **14.2. Pénalités pour méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel**

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG-Travaux, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € TTC par manquement constaté.

À noter que les parties devront coopérer pour parvenir à une remise en conformité, en accord avec le responsable du traitement.

### **14.3. Pénalités pour méconnaissance des clauses environnementales**

Le titulaire a à sa charge la gestion des déchets de chantier et le nettoyage de chantier dans les conditions prévues au CCTP.

En cas de manquement aux conditions d'exécution prévues au CCTP, une pénalité de 600 euros TTC par manquement constaté sera appliquée.

### **14.4. Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'administration applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **14.5. Pénalités pour non envoi des documents du dans le délai imparti**

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard dans la remise des documents, une pénalité de 300 euros TTC par jour calendaire de retard constaté sera appliquée.

## **14.6. Pénalités pour absence injustifiée aux réunions de chantier**

Le titulaire est tenu d'assister aux réunions de chantier organisées par le pouvoir adjudicateur ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir engager le titulaire, et de donner sur le champ, les ordres nécessaires aux agents de la société sur le chantier.

L'absence du titulaire ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité du titulaire défaillant et mention du fait en est portée sur le rapport de chantier.

Pour toute absence injustifiée ou retard supérieur à 30 minutes à une réunion de chantier ou présence d'une personne insuffisamment qualifiée, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'imputer la somme de deux cent euros (200,00 €) sur le montant des prestations. Ce montant augmentera en fonction du nombre d'absences, soit plus cinquante euros (50,00 €) à chaque nouvelle absence.

## **15 – Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le titulaire devra donc fournir les attestations de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'attestation d'assurance doit notamment préciser :

- le nom de la compagnie ;
- les risques couverts ;
- la date d'expiration des garanties prévues au contrat ;
- le numéro des polices ;
- les plafonds de garantie.

La production de ces attestations doit être renouvelée périodiquement de manière à justifier la couverture du titulaire pendant toute la durée du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **16 – Résiliation**

### **16.1. Conditions de résiliation du contrat**

Les conditions de résiliation du contrat sont définies à l'article 50 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur et par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, le titulaire ne percevra aucune indemnité forfaitaire au titre du paragraphe 1 dudit article.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Conformément aux dispositions des articles 50.3 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du titulaire, dans les conditions prévues aux articles 52.4 à 52.7 du CCAG-Travaux.

### **16.2. Redressement ou liquidation judiciaires**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du contrat est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 – Règlement de litiges et langues**

**En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.**

**Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr) .

Tél. : 03 88 21 23 23.

Fax : 03 88 36 44 66.

**Organe chargé des procédures de médiation :**

Comité consultatif inter-régional de règlements amiables des litiges relatifs aux marchés publics, Préfecture de Meurthe-Et-Moselle : 1 rue du Préfet Claude Erignac co60031, 54038 Nancy Cedex.

Tél. : 03 83 34 25 62.

Fax : 03 83 34 22 24.

**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr) .

Tél. : 03 88 21 23 23.

Fax : 03 88 36 44 66.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **18 – Clauses complémentaires**

### **18.1. Défaillance du titulaire**

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du contrat, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement de l'administration, la personne publique est autorisée à faire exécuter les prestations par un tiers. Dans ce cas, l'augmentation éventuelle des dépenses est à la charge du titulaire.

### **18.2. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail – Protection de l'environnement**

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-Travaux, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire.

Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution de contrat et pendant toute sa durée.

### **18.3. Changement de dénomination sociale du titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer

l'administration contractante par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

#### **18.4. Changements affectant le titulaire**

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

#### **18.5. Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat**

Le transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer le Service des affaires immobilières et de l'accueil ([sgc-immobilier@bas-rhin.gouv.fr](mailto:sgc-immobilier@bas-rhin.gouv.fr)) dans les plus brefs délais de ce changement et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du présent contrat par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

#### **18.6. Clause séparatisme**

L'article 1er de la loi du 24 août 2021 impose à tout organisme chargé de l'exécution d'un service public le respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, que cette exécution soit confiée directement par la loi, le règlement ou par l'attribution d'un contrat de la commande publique.

Le titulaire du présent contrat, pour autant qu'il lui confie l'exécution d'un service public, doit s'assurer de l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il veille à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces mêmes obligations (par exemple un sous-traitant ou un sous-concessionnaire).

Le respect de ces principes sera contrôlé par tout agent et/ou usager qui signalera à l'acheteur les manquements constatés.

Le cas échéant, une mise en demeure sera adressée au titulaire qui devra prendre toutes mesures adaptées (avertissement, remplacement du personnel...) pour faire cesser les manquements constatés sans délai.

Par dérogation au 50.3 du CCAG-Travaux, la résiliation pour faute du titulaire pourrait être envisagée si le manquement venait à persister.

## **19. Dérogations**

L'article 14 déroge à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux ;

L'article 14.1 déroge à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux ;

L'article 16.1 déroge à l'article 50.4 du CCAG-Travaux ;

L'article 18.2 déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG-Travaux ;

L'article 18.6 déroge à l'article 50.3 du CCAG-Travaux.